

# LEGS-Africa

## MAGAZINE

Numéro 03



**L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE :  
MOTEUR DE LA TRANSITION SOCIALE,  
ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE  
DURABLE**





# LEGS



Leadership, Éthique, Gouvernance, Stratégies pour l'AFRIQUE

## QUI SOMMES-NOUS ?

LEGS-Africa est une initiative panafricaine d'orientation scientifique, politique, économique et sociale. Un « think tank » regroupant la nouvelle génération de l'élite africaine pour promouvoir la citoyenneté de transformation en Afrique. C'est à dire un nouveau type de rapport entre l'homme africain et son sentiment d'appartenance à une entité géographique, politique, économique et culturelle viable, s'exprimant dans l'unité et prêt à agir pour apporter des changements profonds induits par une stratégie collectivement élaborée.

## LA MISSION GÉNÉRATIONNELLE

La vision des pères initiateurs est la mission de notre génération :

Réhabiliter la vision des Etats-Unis d'Afrique, partagée par la nouvelle génération de l'élite africaine, et la mettre en œuvre par une spirale d'action authentique, inclusive et participative.

## VISION

Faire de l'Afrique :

- Un continent indépendant, souverain, unifié et performant sur les plans politique, économique, culturel ;
- Où s'affirme l'identité de ses populations
- Et où sont menées des activités de création de richesses dans un système de gouvernance concertée et vertueuse.

## OBJECTIFS D'INTERVENTION

- Contribuer à l'émergence d'un nouveau type de leadership pour l'éthique et la gouvernance, à partir d'une meilleure connaissance de l'Afrique ;
- Promouvoir une citoyenneté africaine à travers des programmes d'échanges, rencontres et projets d'action collective entre les jeunes porteurs d'initiatives citoyennes de transformation économique et sociétale à travers le partage et la diffusion de valeurs communes et de modes d'action ;
- Concevoir et mettre en œuvre des stratégies à travers des actions de plaidoyer et des programmes structurants en vue de l'amélioration significative du cadre de vie des Africain(e)s
- Favoriser le dialogue entre Africains pour identifier ensemble des projets de société et bâtir des consensus capables d'impulser la refondation des Institutions et la réalisation des États Unis d'Afrique.

## AXES D'INTERVENTION

- Citoyenneté de transformation
- Gouvernance
- Stratégies et politiques publiques
- Economie sociale et solidaire

## PRINCIPES

1. Ethique
2. Équité
3. Responsabilité
4. Transparence
5. Inclusion
6. Participation

*“ La vision d'une Afrique unie, souveraine, prospère et solidaire est la mission de notre génération. ”*

# SOMMAIRE

## EDITO DU PRESIDENT

## LES DÉFIS DU LEGS

Leadership local et innovation sociale : des piliers pour le développement de l'Économie sociale et solidaire - **Ndeye Deguene CISSE.....Page 07**

L'impact de l'économie sociale et solidaire sur la réduction des inégalités économiques et sociales au Sénégal - **Ibra MBOW.....Page 09**

Méso entreprises sociales et finance sociale - **Marc-André Ledoux.....Page 11**

L'économie sociale et solidaire face aux défis économiques et environnementaux : stratégies de résilience - **Dr Ismaïla SENE.....Page 14**

**DOSSIER : L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : MOTEUR DE LA TRANSITION SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DURABLE**

## EQUIPE DE REDACTION

Elimane H KANE, Directeur de publication  
Dieynaba KANE, Coordination  
Georges A COLY, Conception et communication

Lutte contre la migration irrégulière : la solution par l'économie sociale – **Théodore NDIAYE.....Page 18**

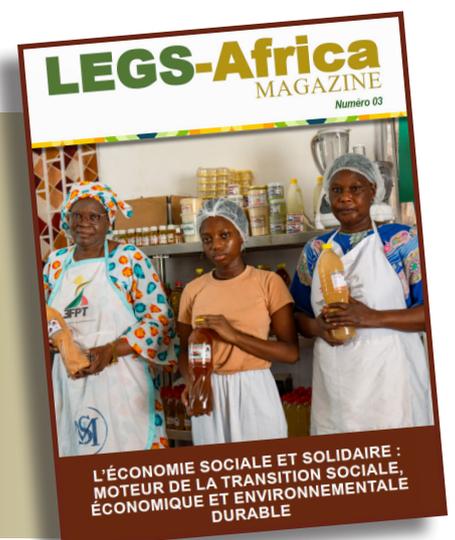
Synergies entre économie circulaire et ESS pour un développement durable - **Diadji NIANG.....Page 21**

L'apport socioéconomique de l'Économie sociale et solidaire sur les femmes - **Cheikh Tidiane AW.....Page 26**

**A LA DÉCOUVERTE D'UN PORTEUR DU LEGS : FATIMATA LY FALL**

**CE QUE NOUS AVONS RÉALISÉ AU COURS DU DERNIER TRIMESTRE**

**EN PERSPECTIVE**





# ÉDITO DU PRÉSIDENT

*“L’économie sociale et solidaire suscite un intérêt croissant auprès des populations et des acteurs en quête de solutions adaptées à une marginalité active, mais aussi de cadres et de pratiques économiques centrés sur l’humain, respectant les principes d’utilité sociale, de coopération démocratique et d’ancrage local.”*



## Chers lecteurs,

Avec ce numéro, nous revenons à nos premiers combats pour une perspective économique et sociale durable qui replace l’humain au centre. Une perspective qui part des préoccupations sociales élémentaires des citoyens pour y apporter des réponses économiques simples et structurantes, offrant une vision alternative à l’économie capitaliste libérale, dont l’hégémonie génère d’importantes inégalités sociales et des impacts négatifs sur l’environnement ainsi que sur les singularités culturelles qui façonnent l’âme des sociétés.

En effet, l’une de nos premières productions scientifiques a été consacrée, en 2018, à une étude juridique et économique des entreprises sociales au Sénégal. Cette étude répondait aux préoccupations exprimées par des porteurs du legs confrontés à des obstacles dans la promotion de leurs activités économiques, dont la finalité était d’apporter des solutions à des besoins sociaux cruciaux pour des groupes de personnes vulnérables. Réalisée en partenariat avec le LARTES, cette étude a ensuite influencé le processus de rédaction de la loi d’orientation relative à l’économie sociale et solidaire, promulguée le 4 juin 2021. Elle a également contribué au dossier de candidature ayant permis à la ville de Dakar d’accueillir le Forum mondial de l’économie sociale et solidaire en mai 2023.

Depuis ces événements majeurs, l’économie sociale

et solidaire suscite un intérêt croissant auprès des populations et des acteurs en quête de solutions adaptées à une marginalité active, mais aussi de cadres et de pratiques économiques centrés sur l’humain, respectant les principes d’utilité sociale, de coopération démocratique et d’ancrage local.

Avec ce troisième numéro de notre magazine, quatrième de la série, nous poursuivons l’effort d’explication de cette autre manière de concevoir l’économie, une économie au service de tous et contre les inégalités sociales engendrées par la création de richesse.

Les différentes contributions proposées, dans le cadre de nos défis de leadership, d’éthique, de gouvernance et de stratégies, ouvrent des perspectives vers une économie durable et inclusive en Afrique, tout en apportant des solutions aux problématiques majeures telles que la migration irrégulière.

La lecture de ce numéro vous inspirera sans doute à nourrir des projets et à adopter de nouvelles attitudes face aux enjeux et opportunités offerts par l’économie sociale et solidaire.

Je termine en remerciant chaleureusement tous les contributeurs qui ont accepté de partager leurs savoirs et expériences à travers ce canal, véritable espace d’expression des porteurs du legs.

**Elimane Haby KANE**

Président - Directeur exécutif

# LES DÉFIS DU LEGS

- LEADERSHIP
- ÉTHIQUE
- GOUVERNANCE
- STRATÉGIES





# LEADERSHIP

## Leadership local et innovation sociale : des piliers pour le développement de l'Économie sociale et solidaire

*Chargée de communication du mouvement Jeun'ESS*



Ndeye Deguene CISSE

Nous plaçons pour une économie durable et inclusive, et c'est précisément pour cela que nous sommes engagés à soutenir l'Économie Sociale et Solidaire en Afrique. Toutefois, notre ambition est de la voir alignée avec nos réalités, notre mode de vie et nos enjeux actuels. Une économie sociale et solidaire qui n'est pas importée des pays de l'Occident, mais co-construite avec les communautés locales. C'est ici que le leadership et l'innovation prennent tout leur sens. Il s'agit de créer une dynamique qui incite les dirigeants de la communauté à co-développer des solutions innovantes à des problèmes sociaux et environnementaux spécifiques à leurs contextes.

Depuis 2014, ComDev Africa forme et outille les dirigeants de la société civile à des outils de mobilisation et d'engagement citoyen afin qu'ils puissent initier des projets à impact. De cette vision est né le Mouvement Jeunes pour l'ESS (Jeun'ESS) au Sénégal. Le mouvement vise à mobiliser la jeunesse, influencer les politiques publiques et renforcer le développement local à travers l'entraide, l'innovation et le design thinking, transformant ainsi les défis socio-économiques en opportunités de croissance inclusive.

*Le leadership local : pour mobiliser, engager et inspirer*

Promouvoir le leadership local est essentiel dans

l'ESS, car il mobilise, inspire et engage les communautés à participer activement à leur propre développement. Les dirigeants locaux, qu'ils soient chefs de village, responsables d'associations ou jeunes entrepreneurs, jouent un rôle déterminant en facilitant l'adoption de pratiques sociales et économiques inclusives. Leur proximité avec les réalités locales leur permet de comprendre les besoins spécifiques des populations et d'orienter les initiatives de manière efficace.

Par exemple, lors des activités de notre programme agi-RE, nous formons des ambassadeurs et ambassadrices qui, à leur tour, mobilisent des volontaires qui vont passer à l'action en lançant des programmes d'action citoyenne tels que des campagnes de sensibilisation sur le cancer, l'organisation de journées de dépistage, ou encore des opérations de nettoyage d'écoles. Ce type d'initiative illustre l'importance du leadership communautaire pour inspirer et orienter les efforts vers des solutions concrètes et durables.

*L'innovation sociale : chaque problème social/environnemental est une opportunité pour innover*

Une fois les dirigeants communautaires identifiés, il s'agit de mettre en place des méthodes et outils pour innover et apporter des réponses aux défis. L'innovation consiste à concevoir de nouvelles idées, services ou modèles économiques qui répondent aux

besoins sociaux de manière plus efficace que les approches traditionnelles.

Dans le cadre de l'ESS, l'innovation sociale permet de transformer des problèmes en opportunités, en intégrant les communautés dans le processus de co-création des solutions. Par exemple, nos ateliers de design thinking ont permis à de jeunes citoyens. nes et entrepreneur.es d'innover et de lancer des projets à impact.

### *Leadership local et innovation sociale : le combo durable*

La combinaison du leadership local et de l'innovation sociale crée une synergie puissante pour le développement de l'ESS. Les dirigeants locaux, en collaboration avec les innovateurs sociaux, peuvent transformer les défis locaux en solutions durables qui renforcent les liens communautaires. Cette approche collaborative permet de maximiser l'impact des initiatives et d'assurer leur pérennité.

Il est crucial de continuer à soutenir le leadership local tout en encourageant l'innovation sociale, afin de renforcer l'ESS au Sénégal. Ce modèle, fondé sur l'inclusion et l'adaptation aux contextes locaux, est une voie prometteuse vers une économie plus juste et résiliente.

***“Promouvoir le leadership local est essentiel dans l'ESS, car il mobilise, inspire et engage les communautés à participer activement à leur propre développement. Les dirigeants locaux, qu'ils soient chefs de village, responsables d'associations ou jeunes entrepreneurs, jouent un rôle déterminant en facilitant l'adoption de pratiques sociales et économiques inclusives.*”**



*Appel de la Jeun'ESS  
Dakar, le 6 mai 2023*



# ÉTHIQUE



Ibra MBOW

## L'impact de l'économie sociale et solidaire sur la réduction des inégalités économiques et sociales au Sénégal

**Sociologue**

Au Sénégal, comme dans de nombreux pays en développement, les inégalités économiques et sociales constituent un défi majeur pour la stabilité sociale et la croissance économique durable. Face à cela, l'économie sociale et solidaire (ESS) apparaît comme une alternative prometteuse pour la réduction de ces inégalités. S'appuyant sur des principes de solidarité, d'inclusion et de justice sociale, l'ESS favorise un modèle de développement qui place l'humain et les besoins des communautés au cœur des préoccupations. Cet article se penche sur les impacts de l'ESS au Sénégal, en mettant en lumière ses contributions à la réduction des inégalités socio-économiques.

### *Création d'emplois et réduction de la pauvreté*

L'un des impacts les plus significatifs de l'ESS au Sénégal est sa capacité à générer des emplois, en particulier dans les secteurs où les populations vulnérables sont souvent négligées par l'économie formelle. Les structures de l'ESS, telles que les coopératives, les mutuelles et les entreprises sociales, permettent à des milliers de personnes de trouver des opportunités économiques dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat, de la pêche et des services. Ces initiatives locales, souvent créées par les communautés elles-mêmes, visent non seulement à améliorer les conditions de vie, mais aussi à fournir des emplois décents et durables.

Dans un contexte où le chômage des jeunes reste une souffrance majeure, l'ESS offre une réponse adaptée

aux défis de l'emploi. Selon les données récentes, une large proportion des initiatives de l'ESS se concentre sur l'emploi des jeunes et des femmes qui sont les plus affectés par la pauvreté et l'exclusion sociale. Ainsi, en favorisant l'inclusion économique des plus démunis, l'ESS contribue à une meilleure répartition des richesses et à une réduction des écarts socio-économiques.

### *Inclusion financière et accès aux services sociaux*

Le rôle de l'ESS dans l'inclusion financière est également crucial. Au Sénégal, une grande partie de la population, notamment en milieu rural, reste exclue du système bancaire classique. Les institutions de microfinance qui relèvent de l'ESS, offrent des solutions de crédit adaptées aux besoins des populations pauvres. Ces structures permettent à des particuliers n'ayant pas accès aux prêts bancaires traditionnels de financement des projets de petite envergure, tels que des activités agricoles ou artisanales.

Les mutuelles de santé, également ancrées dans l'ESS, jouent un rôle déterminant dans l'accès aux soins pour les populations les plus vulnérables. En offrant une couverture de santé à faible coût, ces mutuelles permettent aux familles de couvrir les dépenses médicales sans sombrer dans la pauvreté. Cela contribue non seulement à l'amélioration des conditions de vie, mais aussi à une réduction des inégalités en matière d'accès aux soins de santé, un facteur clé pour réduire les inégalités sociales.



## *Émancipation des femmes et réduction des inégalités de genre*

Un autre impact fondamental de l'ESS au Sénégal réside dans l'émancipation des femmes qui sont souvent marginalisées économiquement et socialement. Dans de nombreuses communautés du Sénégal, les femmes jouent un rôle essentiel dans l'économie familiale, mais elles sont rarement propriétaires des moyens de production. L'ESS leur donne accès à des opportunités économiques à travers la création de coopératives et de groupements d'intérêt économique (GIE), leur permettant de mutualiser leurs ressources et de valoriser leurs compétences.

Des initiatives telles que les tontines ou les groupes d'épargne communautaires sont également très répandues au Sénégal. Elles offrent aux femmes la possibilité de gérer des fonds collectifs pour financer des projets individuels ou collectifs. Cela favorise leur autonomisation économique des femmes, renforce leur position dans la société et contribue ainsi à la réduction des inégalités de genre.

L'intégration du renforcement du pouvoir des collectivités locales dans la loi d'orientation relative à l'économie sociale et solidaire (ESS) du 4 juin 2021, en particulier dans son article 12, est essentielle pour assurer l'opérationnalisation de la stratégie nationale au niveau local. Les collectivités territoriales, en collaboration avec les autorités administratives déconcentrées, jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre des programmes de développement de l'ESS dans leurs documents de planification.

### *Renforcement du pouvoir des collectivités locales*

L'émergence de l'ESS est essentiellement lié au développement local, ce qui permet à ce secteur de contribuer à la réduction des inégalités régionales. Les collectivités territoriales au Sénégal, en tant qu'acteurs majeurs du développement local, ont un rôle central dans la promotion de l'économie solidaire. En soutenant les initiatives locales d'ESS, elles facilitent une distribution plus équitable des ressources sur le territoire national.

Les projets locaux d'ESS dans des domaines tels que l'agriculture durable, la gestion des déchets et le tourisme communautaire illustrent parfaitement ce rôle.

Ces initiatives, souvent portées en partenariat avec des structures de l'ESS, contribuent à lutter contre la pauvreté et les inégalités, en particulier dans les zones rurales, où les ressources économiques sont peu accessibles.

### *Vers une réduction effective des inégalités*

Pour réduire efficacement les inégalités économiques et sociales au Sénégal, plusieurs actions clés peuvent être mises en œuvre :

- **Renforcement de l'ESS** : Encourager le développement d'initiatives telles que les coopératives, mutuelles et entreprises sociales pour créer des emplois décents, en particulier pour les jeunes et les femmes.
- **Support aux secteurs clés** : Concentrer les efforts sur des secteurs à fort potentiel, comme l'agriculture, l'artisanat, et les services pour offrir des emplois durables.
- **Promotion de l'inclusion financière** : Renforcer les institutions de microfinance pour offrir des prêts adaptés aux populations exclues des systèmes bancaires classiques.
- **Accès aux services sociaux** : Accroître le nombre de mutuelles de santé et renforcer les services éducatifs et sanitaires, notamment dans les zones rurales.
- **Émancipation des femmes** : Soutenir les initiatives économiques féminines telles que les coopératives et les tontines, et proposer des formations techniques pour développer leurs compétences.

- **Renforcement des capacités locales** : Outiller les collectivités territoriales pour intégrer l'ESS dans leurs plans de développement et soutenir des projets locaux.

« Au Sénégal, l'économie sociale et solidaire est plus qu'un modèle économique ; c'est une force collective qui tisse des liens entre solidarité, innovation et inclusion, offrant aux femmes et aux jeunes la clé d'un avenir autonome et prospère.



# GOUVERNANCE



Marc-André Ledoux

## Méso entreprises sociales et finance sociale

*Président FinSocial*

*La finance sociale pour l'entreprise sociale*

Le financement des organismes de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) demeure un problème lancinant qui freine son essor. Une solution existe cependant pour le secteur lucratif de l'ESS, à savoir celui des entreprises sociales. Cette solution, c'est la finance sociale.

Qu'est-ce qu'une entreprise sociale, d'abord ? Elle se définit comme une association de deux parties prenantes, les entrepreneurs et les travailleurs, qui collaborent sur la base de deux principes : d'une part, la primauté de la mission et des impacts sociaux et environnementaux sur la non moins nécessaire viabilité économique optimale ; d'autre part, la pratique de la démocratie participative pour la direction de l'entreprise au sein d'institutions spécifiques (assemblées générales, conseils de mandataires révocables, etc.). Ce deuxième principe explique pourquoi, contrairement à une idée d'origine occidentale, le statut juridique de l'entreprise (y compris la coopérative ou la mutuelle) n'a rien à voir avec son caractère social, une coopérative, par exemple, peut adopter des pratiques similaires à celles d'une entreprise capitaliste. En contexte libéral, le statut juridique est, pour une entreprise sociale, un choix tactique secondaire en attendant l'existence d'un statut juridique distinct pour l'entreprise sociale. Pour une présentation détaillée de la théorie de l'entrepreneuriat social, il faut lire l'ouvrage intitulé «Pour un entrepreneuriat social alternatif en Afrique» d'Abdoulatif Ledoux, publié 2023 et disponible sur le site de la Librairie Numérique Africaine.

Au final, l'entreprise sociale se présente comme une alternative à l'entreprise capitaliste, notamment la « startup », dont la raison d'être est l'accumulation infinie de profits et qui repose sur la dictature des actionnaires, propriétaires privés des moyens de production, pratiquant le rapport de subordination qu'est le salariat.

Ou, quand on parle d'entreprises sociales, on cite généralement des nano ou micro-entreprises, telles que les GIE en agriculture, produits alimentaires, cosmétiques, etc., dont le besoin de financement est de l'ordre de quelques millions ou, au plus, de dizaines de millions de FCFA. Certes, ces valeureuses micro-entreprises sont sur la voie de l'entrepreneuriat social. Mais il est improbable qu'elles puissent générer une industrialisation endogène du pays ni la création massive d'emplois durables dans d'autres secteurs qui répondent aux besoins réels du peuple. Exemples : des bâtiments écologiques, des combustibles de cuisson propres, des routes en pavés carrossables, des livres numériques africains, des chambres froides, etc. Pour cela, il faut des méso-entreprises avec des investissements de plusieurs centaines de millions de FCFA, voire des milliards.

Pour l'essor de l'ESS, les méso entreprises sociales en sont le fer de lance. En effet, l'ESS n'est pas destiné à être un complément marginal au capitalisme ni à fournir un exutoire aux aspirations économiques et professionnelles du peuple. La tâche ultime de



l'ESS est de remplacer totalement le capitalisme et de le reléguer aux livres d'histoire économique. Seules les méso entreprises sociales peuvent réaliser la finalité de l'économie : satisfaire de manière équitable les besoins économiques réels du peuple. Dès lors, la question est : comment les financer ?

En entrepreneuriat social, le financement provient d'« investisseurs sociaux » qui apportent leurs fonds selon deux impératifs : ils n'investissent que dans des entreprises sociales dûment qualifiées comme telles ; et ils investissent selon les règles de la finance participative, c'est-à-dire le partage des risques et des bénéfices, des profits et des pertes, donc sans aucun revenu assuré (comme l'intérêt), ni garantie. On aura compris que cette seconde exigence correspond à celle de la finance islamique, notamment à ses contrats de moudharaba et de mousharaka, qui en sont le cœur. Entrepreneuriat social et finance islamique vont de pair. Or, celle-ci n'est pas sociale par nature, du simple fait que son mécanisme de financement exclut la riba. Elle peut très bien financer des entreprises capitalistes ou spéculer sur les marchés financiers avec des actions de multinationales dans des secteurs non interdits. La finance islamique ne devient sociale que si elle finance des entreprises sociales.

Les banques dites « classiques », c'est-à-dire capitalistes ne répondent pas aux attentes des entreprises sociales. Déjà qu'elles financent très peu les PME. Mais essentiellement, leur ADN est incompatible avec le partage des risques : un financement sans garantie leur est inconcevable. Cela vaut autant pour les banques dites islamiques, qui n'offrent jamais de mousharaka, se limitant à des produits financiers islamiques qui sont secondaires pour une entreprise industrielle, et où existe une forme de garantie. Il en est de même des capitaux-risqueurs, dont le souci est l'« exit » avec une plus-value spéculative sur leurs actifs. Ces institutions s'appuient sur des revenus provenant de la riba, c'est-à-dire des revenus non justifiés, sans aucun travail ni prise de risque.

La seule solution pour le financement à moyen et long terme d'entreprises sociales durables est la création de Fonds d'investissement islamique pour méso entreprises sociales, qui vont collecter en moudharaba les apports d'investisseurs sociaux et les investir en mousharaka dans des méso entreprises sociales. La

finance sociale en pratique, ce sont de tels Fonds. C'est ce à quoi travaille FinSocial, en ayant mis en place les conditions pour la création d'un tel Fonds, à savoir : un panier de plans d'affaires bien ficelés

***«La tâche ultime de l'ESS est de remplacer totalement le capitalisme et de le reléguer aux livres d'histoire économique. Seules les méso entreprises sociales peuvent réaliser la finalité de l'économie : satisfaire de manière équitable les besoins économiques réels du peuple.»***

d'entreprises sociales prêtes à être financées maintenant, une école de formation pour entrepreneurs sociaux (epessa.org), des coachs en entrepreneuriat social pour l'accompagnement des entreprises financées, un système de gestion financière de la mousharaka, des modèles de contrats avec des dispositifs pour leur mise en œuvre en toute légalité.

Il ne manque que les investisseurs sociaux, qui peuvent être : des épargnants individuels, ex-boursicoteurs ou « anges financiers islamiques » à la recherche d'investissements licites et à impact ; des membres de la diaspora désireux de contribuer au développement réel de leur patrie d'origine ; des projets gouvernementaux portant sur l'entrepreneuriat ou la finance islamique ; des fonds de l'assurance islamique takaful quand celle-ci se sera répandue un jour, de simples citoyens dans le cadre d'un crowdfunding islamique ; peut-être quelques banques islamiques qui voudraient enfin rattraper le train manqué avec leurs bénéfices et des comptes d'investissement pour leurs déposants.

Toute personne intéressée est priée de prendre contact avec nous : [info@finsocial-sas.com](mailto:info@finsocial-sas.com).



# STRATÉGIES



Ismaïla SENE

## L'économie sociale et solidaire face aux défis économiques et environnementaux : stratégies de résilience

*Sociologue*

À l'ère où l'économie sociale et solidaire (ESS) se positionne comme un enjeu majeur des politiques publiques, les réflexions sur ce nouveau champ se multiplient au croisement de regards pluridisciplinaires. Politistes, économistes et sociologues s'intéressent de plus en plus aux problématiques de l'ESS pour explorer son potentiel de développement, ses dynamiques sociales et ses enjeux d'action publique. Orientée par une éthique qui place l'homme plutôt que le profit au centre de son fonctionnement, l'ESS constitue un tiers secteur entre le public et le privé. Elle regroupe des entreprises, des organisations et d'autres entités qui mènent des activités économiques, sociales ou environnementales servant un intérêt collectif et/ou général (Bellocq et al., 2023) et ayant la spécificité de conjuguer, plutôt que de hiérarchiser, développement économique et développement social (Demoustier et Colletis, 2012).

Le Sénégal, qui a récemment accueilli le Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire (en 2023), après avoir adopté la loi d'orientation relative à l'économie sociale et solidaire (n° 2021-28 du 15 juin 2021), se positionne parmi les pays misant sur l'ESS pour promouvoir le développement durable. Cela est en conformité avec la résolution 77/281 du 18 avril 2023 des Nations Unies, qui souligne l'importance de l'ESS pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Dans la pratique, le Sénégal place la microfinance au cœur de sa stratégie de promotion de l'ESS. Le potentiel sénégalais en matière d'économie sociale

et solidaire réside néanmoins dans plusieurs défis qui s'entrecroisent au rythme des dynamiques sociales, économiques et environnementales. Face aux enjeux actuels, l'ESS regorge de potentiels d'adaptation et de solutions de résilience adaptées aux particularités locales.

Des initiatives de soutien au modèle coopératif, mutualiste, associatif et à l'entrepreneuriat social se développent grâce à l'appui d'ONG et de partenaires au développement. Cependant, d'importantes pistes restent à explorer pour relever les défis économiques et environnementaux. Le développement des énergies renouvelables, des solutions de biogaz et d'efficacité énergétique constituent d'importants leviers pour relever les défis du changement climatique.

Dans ce sens, des initiatives entrepreneuriales, souvent portées par des jeunes innovateurs, méritent davantage de soutien pour mieux conjuguer lucrativité économique et durabilité environnementale. Ce soutien pourrait inclure un encadrement multiforme, un coaching personnalisé et un appui financier ciblé. La valorisation de l'agriculture durable et de la chaîne de valeur agricole représente également un enjeu clé. Le soutien aux initiatives agroécologiques s'avère décisif pour permettre à cette agriculture de rivaliser avec l'agrobusiness, souvent associée à la surexploitation des ressources naturelles et aux menaces climatiques. Une agriculture familiale bien soutenue pourrait offrir des garanties en termes de respect des valeurs et principes de l'ESS. Pour cela, il est indispensable de moderniser les pratiques agri-



**«...des initiatives entrepreneuriales, souvent portées par des jeunes innovateurs, méritent davantage de soutien pour mieux conjuguer lucrativité économique et durabilité environnementale.»**

coles et d'optimiser la chaîne de valeur, notamment en renforçant la connexion entre producteurs et marchés.

Le numérique, par ailleurs, offre des outils puissants ailleurs pour soutenir la résilience des petites structures face aux crises économiques et améliorer leur compétitivité. Il constitue aussi une niche d'emplois importante pour les jeunes, dont les capacités créatives pourraient être mises au service de la performance du secteur.

En outre, l'économie circulaire recèle d'importants potentiels pour l'ESS dans la gestion des défis économiques et environnementaux. ESS et économie circulaire partagent des valeurs communes, telles que la solidarité, la coopération et l'utilité sociale d'un côté, et la réduction des déchets, le réemploi et la préservation des ressources de l'autre. Ensemble, elles dessinent une voie prometteuse pour une économie centrée sur les individus et la planète plutôt que sur les profits à court terme (Bourdin et Laré, 2024).

Dans une société où production et consommation prennent des proportions incontrôlables, il devient crucial de promouvoir un modèle favorisant la réparation, la réutilisation et le recyclage des produits pour prolonger leur durée de vie. Comme le suggère Brulé (2015), ce modèle rompt avec les incohérences d'un développement basé sur la production, la consommation et la croissance illimitées. La valorisation des déchets apparaît ainsi comme un levier essentiel, tant pour créer des emplois que pour gérer les effets du changement climatique.

Pour réussir, il est nécessaire de positionner l'économie circulaire au cœur des initiatives gouvernementales afin de développer une approche intégrée de gestion des déchets et d'encourager l'entrepreneuriat vert. La création de la SONAGED (Société Nationale de Gestion Intégrée des Déchets) constitue une avancée prometteuse, mais des actions d'envergure restent attendues pour instaurer une véritable politique de valorisation des déchets.

Enfin, l'accès au financement reste un défi majeur. Malgré le développement du secteur de la microfinance, la lourdeur des conditions d'accès au crédit entrave l'inclusion financière des acteurs de l'ESS. Ce constat pousse certains auteurs, comme Thomas (2015), à critiquer le IMF, qui, bien qu'associées à l'économie sociale, adoptent parfois des pratiques proches du capitalisme. Il reste donc des efforts à faire pour aligner ces institutions sur leur mission sociale et mieux soutenir le secteur de l'ESS, dont elles sont un pilier essentiel.

**“Pour réussir, il est nécessaire de positionner l'économie circulaire au cœur des initiatives gouvernementales afin de développer une approche intégrée de gestion des déchets et d'encourager l'entrepreneuriat vert.”**





**L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE :  
MOTEUR DE LA TRANSITION SOCIALE,  
ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE  
DURABLE**

# Lutte contre la migration irrégulière : la solution par l'économie sociale et solidaire



**Théodore NDIAYE,**  
*Expert en Économie Solidaire et Gouvernance Sociale*  
**FLEPES/PARIS**

L'Afrique déborde de jeunes et de vie. Une évidence qui explique qu'une migration de masse se produit dans le sens contraire : de l'Afrique vers l'occident. Son ampleur et ses conditions constituent l'un des plus grands défis du 21<sup>ème</sup> siècle. L'Union Européenne compte aujourd'hui 510 millions d'habitants vieillissants ; l'Afrique, 1,25 milliard, dont 40 % ont moins de quinze ans, donc une population très jeune. En 2050, 410 millions d'Européens feront face à 2,5 milliards d'Africains (Source : La rue vers l'Europe de Stephen SMITH). Autrement dit, la roue tournera. D'ici 2100, trois personnes sur quatre naîtront au sud du Sahara. L'Europe comptera dans trente ans entre 150 et 200 millions d'Afro-Européens, contre 9 millions à l'heure actuelle (Source : La ruée vers l'Europe de Stephen SMITH). Une pression migratoire de cette ampleur va soumettre l'Europe à une épreuve sans précédent, au risque de consommer la déchirure de ses élites cosmopolites. L'égoïsme nationaliste et l'angélisme humaniste sont un-

niment dangereux et cet essai de géographie humaine suppose la nécessité d'arbitrer entre intérêts et motivations. De façon objective et claire, au vu de la géopolitique mondiale, de la pression migratoire qui est inversée et qui le sera encore pendant plusieurs années, l'Afrique reste et demeure le continent de la prochaine décennie. Il est cependant judicieux de se poser la question de savoir : cette décennie se fera-t-elle avec ou sans les Africains ?

## *Quelle place pour l'Afrique dans cette décennie ?*

Dans cette réflexion, nous tentons de démontrer, d'expliquer comment, à travers l'économie sociale et solidaire, l'Afrique peut répondre aux difficultés de la jeunesse et réduire la migration, surtout celle irrégulière.

L'Afrique, qui fait aujourd'hui la dimension de l'Argentine, de la Chine, des États-Unis, de l'Inde, du Mexique et de l'Union européenne réunies, est un continent sur lequel un regard négatif est porté. . D'aucun ne diront que

cela est dû à la domination coloniale qui a duré plusieurs siècles, pendant laquelle l'Europe a spolié les richesses africaines, balkanisé le continent, l'a divisé, et l'a anéanti. Pour nous, il est hors de question de s'apitoyer ou de se victimiser comme si l'Afrique était un continent sans espoir.

Cependant, il est bien de se poser la question de savoir comment, avec ce potentiel qu'est notre jeunesse, comment, avec toutes nos ressources foncières, minières, hydrauliques, halieutiques, énergétiques, humaines, nous restons le continent le plus mal nourri, le plus assoiffé ? Ces enfants doivent se venger. Comment peut-on expliquer le fait que nous disposons tout en Afrique, à savoir la pluie et le soleil, la terre et la mer, mais aussi des ressources comme nous les avons citées précédemment, et continuer à symboliser la pauvreté sous toutes ses formes ? Il faut noter aussi que l'Afrique est quelque part responsable de sa pauvreté à travers la gestion de ses ressources, autrement dit, de la bonne gouvernance. Oui,



l'Afrique de la corruption, du détournement des deniers publics, de la mauvaise gouvernance, du népotisme, de l'indifférence, de l'injustice sociale, de la mauvaise répartition des ressources, et j'en passe. Nous qui sommes responsables du développement de l'Afrique, nous nous servons de l'Afrique et des Africains. Quelle bassesse ? À cela s'ajoute la faiblesse de nos hommes d'État, la complicité lors des passages des marchés publics, le manque de sécurité, le manque de reconnaissance, etc. C'est à cause de tous ces maux que certains jeunes quittent leur pays pour aller vers les pays les plus riches, en espérant une vie plus juste et plus épanouie.

Nous devons donc nous engager pour venir au secours de l'Afrique et changer notre regard sur elle, parce qu'elle est l'avenir du monde, parce que la vie de demain se fera en Afrique. Alors, nous devons nous lever comme un seul homme pour nous encourager, nous solidariser, et non pas nous décourager. Nous devons nous unir, voire fédéraliser les États, car seul l'État fédéral est viable.

D'abord, si l'on ne se sent pas à l'aise chez soi, l'on cherche à se sentir à l'aise chez autrui, et c'est exactement pour cette raison qu'en Afrique, les jeunes migrants pour des raisons connues de tous. Cette migration pose un problème non seulement à l'Afrique, qui se voit dépeupler, mais aussi aux pays d'accueil. Il est vrai qu'il y a une migration interne, mais celle qui a motivé notre réflexion est celle extracontinentale. Les facteurs de la migration, cependant,

sont multiples et variés, mais nous en citons quelques-uns : la croissance économique faible, la répartition inégale des revenus, le taux de chômage élevé, les conflits armés, les violations des droits de l'homme, etc. Au vu de ces facteurs, les jeunes se voient souvent dans l'obligation ou la nécessité de quitter leur pays, même s'ils ne sont pas d'arriver à destination. Sauf qu'ils ignorent les difficultés liées à l'intégration, qui sont parfois très difficiles. Cependant, il est bien de rappeler que migrer n'est pas la solution et ne peut jamais l'être, dans la mesure où nous sommes responsables du développement de l'Afrique et personne ne viendra la développer pour nous. Nous engager devient donc une nécessité.

La raison est que le plus débrouillard de la famille est choisi pour apporter une solution à la famille, autrement dit, permettre à la famille de vivre décemment. Il n'a donc pas droit à l'erreur.

### *La question de la pauvreté*

Nous ne pouvons pas parler de ce sujet sans faire un focus sur la pauvreté, qui est un mot singulier avec trois approches, à savoir : la pauvreté comme misère, la pauvreté comme dénuement et la pauvreté comme détachement.

Il y a cependant une de ces trois approches qui ne nous est pas familière en Afrique, c'est celle qu'on appelle la pauvreté comme détachement. Les deux autres types de pauvreté sont les conséquences des injustices sociales, surtout celle appelée la pauvreté comme misère. D'ailleurs, c'est celle-ci qui pousse le plus à la mi-

gration irrégulière. Mais un commentaire ?

La pauvreté comme détachement est celle qui est accueillie et acceptée, et elle est inspirée de la spiritualité franciscaine. Il est bon de rappeler que la pauvreté en question reste et demeure un problème social avec des conséquences multiples et variées. Pour rappel, les facteurs de la pauvreté peuvent être l'ignorance, la maladie, l'indifférence, la dépendance, la malhonnêteté, la peur, pour ne citer que cela. Il est bien aussi de souligner que la pauvreté n'est pas uniquement matérielle, elle peut être relationnelle, intellectuelle ou financière, etc.

Malgré cette pauvreté, l'Afrique reste et demeure le continent le plus vieux en termes d'histoire, dans la mesure où elle est le berceau de l'humanité, mais également avec la population la plus jeune en termes de ressources humaines.

Comme il est bien clair que toute cause engendre une conséquence, et en fonction des conséquences, il est possible de réfléchir sur des solutions, c'est ainsi que nous sommes mis à penser aux solutions.

### *Les solutions à la pauvreté par l'Économie Sociale et Solidaire*

D'abord, l'économie sociale et solidaire, telle qu'elle est définie, est l'ensemble des activités économiques à finalité sociale. De nombreux désastres, comme la corruption, l'exclusion de nombreuses couches sensibles, les différences notoires des salaires et, entre autres, l'accaparement des dividendes par une minorité,



ne sont que des effets logiques de l'économie mercantiliste.

Deuxièmement, l'entrepreneuriat social a plusieurs définitions, parfois contradictoires, mais la notion de faire des affaires pour le bien de la communauté reste et demeure sa préoccupation centrale. Ainsi, elle se différencie des entreprises conventionnelles ou capitalistes dans le sens où sa vocation ne se limite pas uniquement à faire du profit. Elle est également différente du secteur à mais non lucratif et caritatif, dans la mesure où, pour atteindre ses objectifs sociaux, elle doit avoir des activités économiques qui pourraient générer des profits. En somme, le but d'une entreprise sociale est l'atteinte simultanée de rendements économiques et sociaux.

Au vu de ces définitions sur les deux modèles économiques qui ont une mission partagée et un modèle économique similaire, proposant un nouveau modèle de développement, une nouvelle approche participative dans la gestion et la gouvernance, la bonne distribution des ressources, l'équité sociale, une finalité environnementale, l'égalité des chances, l'homme au cœur de l'action, sans oublier la question du genre, elles sont en parfaite ligne droite avec les objectifs du développement durable (ODD) et sont susceptibles d'être une réponse à la migration si elles sont intégrées dans les politiques publiques et établies en priorités nationales.

L'associativité, la mutualité, la coopérativité et l'humanité sont les points focaux qui caractérisent l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Ces principes permettent une gestion collective

des ressources, une solidarité de proximité et une répartition plus équitable des richesses, ce qui constitue une réponse potentielle aux défis économiques et sociaux auxquels l'Afrique est confrontée. Si l'ESS est adoptée et soutenue par les pouvoirs publics africains, elle pourrait jouer un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière.

L'ESS repose sur l'idée que l'épanouissement individuel passe par l'épanouissement collectif. En soutenant des entreprises qui privilégient les valeurs humaines et sociales plutôt que la simple maximisation du profit, l'ESS crée des opportunités d'emploi pour les jeunes et encourage l'insertion professionnelle et sociale. Ce modèle économique permet de lutter contre l'exclusion en promouvant des projets qui répondent aux besoins réels des populations locales et en soutenant les initiatives qui créent une économie plus inclusive.

La promotion de l'ESS pourrait également renforcer les capacités locales et développer les compétences des jeunes dans des secteurs porteurs, notamment l'agriculture durable, les énergies renouvelables, l'artisanat et le tourisme durable. Ces secteurs sont particulièrement prometteurs pour l'Afrique, car ils exploitent les ressources locales tout en respectant l'environnement, en contribuant à la souveraineté alimentaire et en générant des emplois durables.

En outre, l'ESS peut jouer un rôle important dans la lutte contre le changement climatique, un autre facteur qui pousse certains jeunes

à migrer. En encourageant les entreprises à adopter des pratiques durables et responsables, l'ESS peut créer un environnement de travail plus stable et plus respectueux de la planète. Cela permet de freiner les migrations liées aux impacts environnementaux négatifs, tels que la désertification, la perte de terres agricoles et la montée des eaux.

En conclusion, l'Afrique, avec ses immenses ressources humaines et naturelles, a un potentiel considérable pour transformer la réalité économique et sociale. Cependant, cette transformation passe par l'adoption de modèles économiques alternatifs tels que l'Économie Sociale et Solidaire. Pour cela, il est essentiel que les gouvernements africains, en collaboration avec les acteurs privés et les organisations internationales, mettent en place les politiques publiques qui font ressortir l'émergence de ces nouvelles formes d'entrepreneuriat. Cela permettra de créer un environnement propice au développement local, de stimuler l'économie et de réduire les causes profondes de la migration irrégulière. L'Afrique pourrait ainsi se redresser de manière autonome, en créant des opportunités pour sa jeunesse et en contribuant à un développement durable et inclusif, en harmonie avec les objectifs de développement durable (ODD).



# Synergies entre économie circulaire et ESS pour un développement durable



## Diadji NIANG,

*Juriste, spécialiste du droit de l'environnement et de l'économie circulaire*

*CEO de TAARAL Alliance multi-acteurs pour le développement de l'économie circulaire*

### 1. Contexte de l'économie circulaire et de l'ESS :

Le Sénégal, à l'instar de beaucoup de pays du monde, a ratifié plusieurs protocoles et conventions relatifs à la protection de l'environnement et la lutte contre les pollutions et nuisances. Malgré cet arsenal juridique, la gestion des déchets tel que le plastique constitue un défi majeur et une source de pollution terrestre et marine incommensurable. En effet, selon les estimations de la Banque Mondiale<sup>1</sup>, la production de déchets dans le monde représente 2,01 milliards de tonnes par an en 2018. Et ce chiffre ne représente que les déchets municipaux. Pour ce qui concerne les pays à faible revenu comme le Sénégal, le rapport indique que les déchets produits en Afrique subsaharienne représentent 174 millions

de tonnes par an. Aussi, selon toujours le rapport, plus de 90% des déchets sont mal gérés dans les pays à faible revenu constitués pour la plupart des pays d'Afrique et d'Asie. Cette situation est d'autant plus inquiétante pour ce qui concerne les déchets plastiques qui représentaient 242 millions de tonnes selon la Banque Mondiale. Ces derniers sont une source principale de pollution marine et terrestre et engendrent de graves problèmes de préservation de l'environnement et la santé publique.

Près de 275 000<sup>2</sup> tonnes de déchets plastiques sont ainsi produites chaque année, dont la majorité à Dakar, et provenant à 80-90% des ménages.<sup>3</sup> La prolifération des déchets plastiques est imputable à plusieurs facteurs socio-économiques et culturels, induisant une

culture de consommation rapide et journalière<sup>4</sup> :

- Une distribution dominée par les « boutiques », le plus souvent informelles, parfois espacées de quelques mètres – consommatrices de sachets mbouss<sup>5</sup> ;
- Une population active n'ayant plus le temps de prendre ses repas à la maison favorisant le développement de kiosques de vente de café/thé et de nourriture à emporter, et utilisant de la vaisselle à usage unique ;
- L'utilisation de portions individuelles pour la majorité des produits de consommation courante (eau, lait ou savon en poudre, farine, œufs) du fait de leur accessibilité en termes de prix – industrialisées ces dernières années au travers des « micro-doses » désor-

1. Kaza, Silpa; Yao, Lisa C.; Bhada-Tata, Perinaz; Van Woerden, Frank. 2018. What a Waste 2.0: A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050. Urban Development; Washington, DC: World Bank. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30317> License: CC BY 3.0 IGO."

2. Mazzini, Reuters, 2019.

3. Rapport de la campagne nationale de caractérisation des ordures ménagères, 2016

4. Haskè Conseil-TAARAL, note de synthèse de la phase 1 de l'étude de faisabilité de la mise en place d'un Pacte Plastique au Sénégal, 2021.

5. Sachets de plastique de faible micronnage distribués par les commerces informels

mais proposées par les principales marques ;

- L'importance du « Sutura » (discrétion en Wolof) dans les échanges commerciaux – impliquant une opacité des matériaux utilisés dans les emballages, indépendamment de leur composition.

L'Économie Sociale et Solidaire quant à elle, a longtemps existé dans le contexte sénégalais et africain sous des formes traditionnelles mais la conceptualisation est plus récente. Ce modèle économique qui met l'homme au centre des préoccupations est souvent caractérisé par la résilience de ses organisations (coopératives, mutuelles, associations et entreprises sociales) face aux crises économiques (2008). Selon le rapport 2017 de CICOPA, près de 10%<sup>6</sup> de la population active mondiale travaille soit dans les coopératives, soit grâce à la présence de coopératives.

Dans le monde, et selon les données de 156 pays fournies par le Bureau International du Travail (BIT), 27,2 millions de personnes travaillaient dans des coopératives en 2015 dont environ 16 millions d'employés et 11,1 millions de travailleurs-membres.

Malgré le potentiel affirmé de l'Économie Sociale et Solidaire et son adaptation aux contextes d'inégalités économiques et sociales induites par les modèles tournés essentiellement vers le

profit, l'ESS peine à se développer en Afrique et à jouer pleinement son rôle moteur de croissance durable.

## 2. De la définition de l'économie circulaire

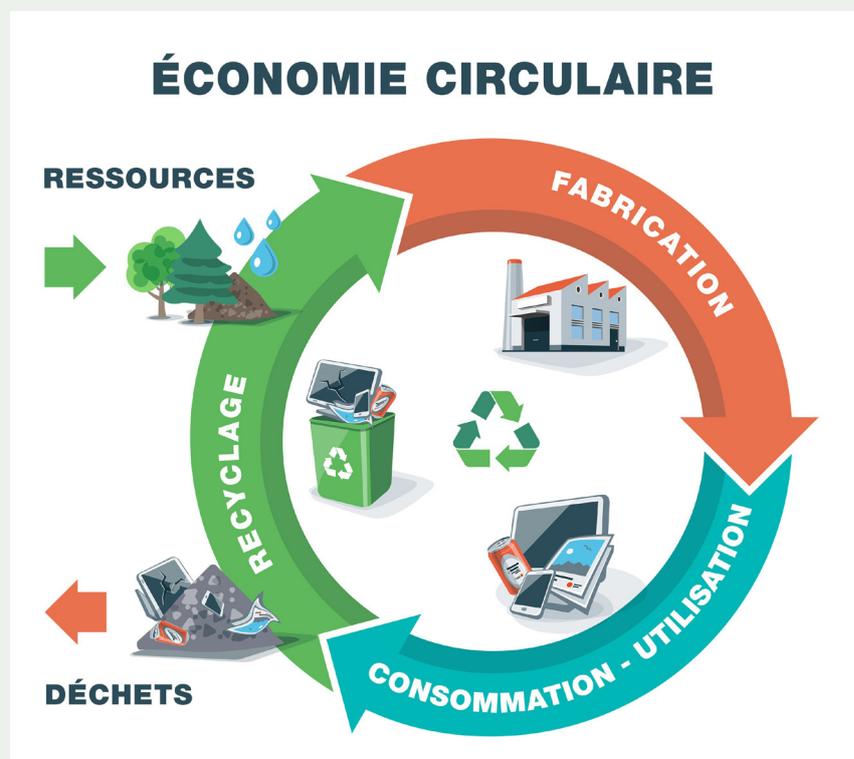
L'économie circulaire désigne un modèle économique plus responsable dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, en limitant la consommation et les gaspillages de ressources (matières premières, eau, énergie) ainsi que la production de déchets.<sup>7</sup>

Selon la définition du parlement européen, l'économie circulaire est un modèle de production et de consommation qui consiste à partager, réutiliser, réparer, rénover et

recycler les produits et les matériaux existants le plus longtemps possible afin qu'ils conservent leur valeur. De cette façon, le *cycle de vie des produits est étendu* afin de réduire l'utilisation de matières premières et la production de déchets.<sup>8</sup>

En effet, il s'agit de rompre avec les modèles économiques linéaires qui consistent à fabriquer-consommer-jeter en optant pour des modes de réutilisation, de consommation responsable et de recyclage avec l'introduction des déchets dans la fabrication des nouveaux produits.

Dans le cadre de cet article, l'accent sera mis sur l'économie circulaire du plastique et dont le développement effectif aurait un impact réel sur l'environnement et l'atteinte des ODD.



6. Voir Benedicte de Fonteneau et Ignace Pollet, la contribution de l'économie sociale et solidaire et de la finance solidaire à l'avenir du travail. [https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_739380.pdf](https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/documents/publication/wcms_739380.pdf)

7. <https://www.polyvia-formation.fr/la-plasturgie-cest-quoi/leconomie-circulaire-comment-ca-marche>

8. <https://www.europarl.europa.eu/topics/fr/article/20151201STO05603/economie-circulaire-definition-importance-et-benefices>



## Face au péril plastique, et la linéarité de l'économie, la Loi Plastique 2020 vient en appont et constitue le nouveau cadre juridique national.

La loi n° 2020-04 du 8 janvier 2020, relative à la prévention et à la réduction de l'incidence sur l'environnement des produits plastiques est entrée en vigueur en avril 2020.

- Elle s'articule autour de quatre grands axes majeurs, à savoir :

1

Interdiction des produits plastiques à usage unique et produits plastiques jetables.

2

Consignation des bouteilles plastiques et Responsabilité Élargie du producteur (REP).



3

Taxe sur les matières plastiques non recyclables.

4

Obligation d'incorporer du plastique recyclé dans la fabrication de produits plastiques.

9

### 3. *Un bref aperçu de l'économie circulaire du plastique au Sénégal et de la législation*

Le Sénégal, à l'image d'une grande majorité des pays d'Afrique, l'économie du plastique demeure linéaire malgré le développement de nouveaux arsenaux juridiques pour encadrer le secteur. En effet, le Sénégal, avec le Ministère de l'Environnement et la Transition Ecologique a voté la « Loi relative à la prévention et la réduction de l'impact sur l'environnement des produits plastiques » après une tentative d'encadrement sans succès en 2015. Cette Loi constitue un nouveau cadre juridique et ambitionne de développer une économie circulaire du plastique en introduisant dans ce sens des innovations majeures :

Ce nouveau cadre juridique, bien qu'ambitieux, ne parvient pas à impulser un développement de l'économie circulaire du plastique avec de plus en plus de déchets qui se retrouvent dans l'environnement occasionnant des impacts incommensurables sur la biodiversité notamment.

Le secteur privé avec la Société Nationale de Gestion Intégrée des Déchets (SOANGED SA), Proplast Industries, CIPROVIS et d'autres acteurs, malgré leur rôle déterminant dans cette perspective, est confronté à d'énormes défis en termes de ressources financières, techniques mais aussi d'accompagnement nécessaire pour des impacts transformationnels sur le secteur.

### 4. *De l'Économie Sociale et Solidaire*

Définie selon un certain nombre de critères qui font aujourd'hui consensus<sup>10</sup> : libre adhésion, lucrativité encadrée, gestion démocratique et participative, utilité collective ou utilité sociale du projet et mixité des financements entre ressources privées et publiques, l'Économie Sociale et Solidaire est un modèle de production qui allie rentabilité économique et impact social et environnemental.

Conscient des inégalités économiques et sociales exacerbées par les modèles économiques essentiellement tournés vers le profit, le Sénégal a adopté la Loi d'orientation relative l'Économie sociale et solidaire en 2021 qui définit l'ESS comme « un ensemble d'activités économiques centrées sur la personne humaine visant une finalité sociale et environnementale, ré-

9. Analyses TAARAL, Alliance Multi-Acteurs pour le Développement de l'Économie Circulaire du Plastique ([www.taaral.org](http://www.taaral.org))

10. Fall A.S. et Guèye C. (2003). *Derem ak ngerem Le franc, la grâce et la reconnaissance, Les ressorts d'une économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest*. Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), Série Recherche no. 26, Université du Québec en Outaouais (UQ).



alisées par des coopératives/mutuelles, des associations entrepreneuriales et des entreprises sociales, responsables et de lucrativité limitée ».

Cette Loi d'orientation marque une étape décisive dans le processus d'encadrement de l'ESS avec une innovation majeure concernant la consécration de l'entreprise sociale avec, au préalable, un travail pionnier de LEGS AFRICA et ses partenaires.<sup>11</sup>

### 5. *Économie circulaire et ESS pour un développement durable*

L'économie circulaire et l'ESS, aussi bien dans leur essence que dans leurs approches, constituent des leviers essentiels pour le développement durable. En effet, si les modèles d'économie classiques sont particulièrement tournés vers l'accumulation du profit comme objectif majeur, l'ESS et l'économie circulaire concourent à des finalités sociales et environnementales renforcées par la lutte contre les inégalités exacerbées par les modes d'économie classique.

Cette partie analyse les synergies entre les deux modes de production et de consommation avec les enjeux de développement durable (ODD).

### 6. *L'économie circulaire comme levier pour atteindre les ODD*

L'économie circulaire contribue

grandement à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable en ce sens qu'elle favorise une exploitation durable des ressources, une consommation responsable, la lutte contre le gaspillage tout en encourageant les matières et technologies propres.

Le développement d'une économie circulaire de façon globale, et plastique en particulier, permet d'atteindre les ODD notamment 8 relatifs à la promotion d'une croissance économique soutenue, inclusive et durable, l'ODD 9 visant à mettre en place des infrastructures résilientes, à promouvoir une industrialisation inclusive et durable et à encourager l'innovation. La garantie de modes de consommation et de production durables (ODD 12) demeure aussi un objectif crucial de l'économie circulaire avec une attention particulière aux générations futures. En outre, le développement d'une économie circulaire permet d'atteindre indirectement les ODD liés à la lutte contre la pauvreté (ODD 1), l'éradication de la fin (ODD 2), la préservation des ressources en eau à travers une consommation responsable (ODD 6). L'ambition pour l'économie circulaire de favoriser la création d'emplois verts décents (valorisation des métiers de la collecte et du recyclage) contribue aussi à l'atteinte de l'ODD 8 relatif à la croissance économique et au travail décent.

Les objectifs cités concourent à la santé et le bien être (ODD 3) qui

sont les finalités de l'économie circulaire avec une attention particulière mise sur l'amélioration des cadres de vie qui se trouve, avec l'économie linéaire, fortement challengée.

La lutte contre la mise en décharge systématique des déchets en optant pour les méthodes de réutilisation, de recyclage, concourent à préserver les ressources naturelles qui subissent une pression inouïe et une surexploitation désastreuse pour nos écosystèmes.

### 7. *L'ESS comme vecteur de réalisation des ODD*

A l'image de l'économie circulaire, l'ESS contribue aussi au développement durable en facilitant directement ou indirectement les objectifs cités précédemment. Cependant, sa contribution majeure demeure la lutte contre les inégalités (ODD 10). En effet, selon l'observatoire des inégalités, 1 % de la population possède près de la moitié de la fortune mondiale<sup>12</sup>. Cette situation est souvent imputable à la promotion des modèles économiques essentiellement tournés vers le profit au détriment des impacts sociaux et environnementaux. Le développement de l'ESS permet de réduire considérablement ces inégalités à travers des modèles de réinvestissement (plutôt que le partage systématique des dividendes) obéissant aux principes de transparence et de démocratie (une personne une voix par exemple).

11. Etude économique et juridique sur les entreprises sociales au Sénégal réalisée avec le concours de Legs Africa, le LARTES/IFAN et la fondation Ford.

12. <https://www.inegalites.fr/La-repartition-du-patrimoine-dans-le-monde#:~:text=Donn%C3%A9es,-1%20%25%20de%20la%20population%20poss%C3%A8de%20pr%C3%A8s%20de%20la%20moiti%C3%A9%20de,fortunes%20restent%20tr%C3%A8s%20majoritairement%20occidentales.>



Ceci passera nécessairement par la promotion et le développement des emplois décents avec une économie essentiellement tournée vers l'humain et son environnement. L'avènement du modèle d'entreprise sociale, forme hybride permet aussi d'intégrer la rentabilité combinée à l'impact social et environnemental prôné par l'ESS.

Conscient du rôle majeur de l'ESS dans l'atteinte des ODD, le *Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'Économie sociale et solidaire (UNTFSSSE)*<sup>13</sup> a été mis en place au niveau des Nations Unies pour renforcer la visibilité mais aussi la reconnaissance de l'ESS dans les milieux politiques et de la recherche à l'échelle internationale.

Dans la même logique, lors de sa 66e réunion plénière le 18 avril 2023, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution « **Promouvoir l'Économie sociale et solidaire pour le développement durable** » (A/RES/77/281). Cette résolution,<sup>14</sup> en plus de définir officiellement l'ESS, reconnaît qu'elle peut contribuer à la réalisation et à la localisation des Objectifs de développement durable.

### *En conclusion*

En définitive, l'économie circulaire et l'ESS constituent des opportunités majeures pour le développement durable en ce sens qu'elles concourent à garantir l'épanouissement des habitants de la planète, dans un cadre moins tourné vers la frénésie du profit,

qui occulte souvent les enjeux de développement durable, la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales. Ainsi, en mettant l'humain et son environnement au centre des préoccupations, ces deux modèles d'économie ont des synergies évidentes pour inverser la tendance mondiale de l'exacerbation des inégalités sociales et l'épuisement des ressources de la terre et de nos écosystèmes. Il est alors crucial que ces secteurs soient mieux accompagnés par des stratégies approfondies, une volonté politique plus affirmée, pour en faire des moteurs de croissance durable surtout dans le contexte africain où les vulnérabilités face aux changements climatiques sont de plus en plus prononcées.



13. <https://unsse.org/sse-and-the-sdgs/?lang=fr>

14. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 18 avril 2023

# L'apport socioéconomique de l'Économie sociale et solidaire sur les femmes



**Cheikh Tidiane AW,**  
*Spécialiste de l'Économie sociale et solidaire*  
*Membre de la Coordination exécutive de la COSYDEP et chargé de programme*

La pandémie de la COVID-19 a bouleversé le système économique mondial. Le modèle économique traditionnel, secoué à tous les niveaux, a une fois de plus montré ses limites pour garantir à l'humanité un développement durable. Les promoteurs de l'Économie sociale et solidaire (ESS), notamment les mouvements de femmes, ont l'opportunité de reprendre la main et de tenter de sortir de ce que FALL (2012) appelle l'enlisement du modèle de développement néolibéral.

La Déclaration de Manille en 2013 est un repère important pour mieux appréhender la dimension genre de l'ESS. Sebastian (2005) rapporte que la pauvreté, l'exclusion, la marginalité, le chômage, etc., ont fait sortir les femmes de leur espace familial. Elles investissent l'espace communautaire, c'est-à-dire le quartier. Il devient l'espace de rencontres des femmes. Pour l'Association pour la Promotion de la Femme sénégalaise (APROFES), le quartier constitue une unité de développement.

Reconnaissant le rôle significatif de l'ESS dans la satisfaction des besoins pratiques et des intérêts stratégiques des femmes, l'APROFES, basée dans la commune de Kaolack, a mis en place des caisses autogérées appelées Associations féminines d'Épargne et de Crédits (AFEC) en milieu rural comme en milieu urbain. En 2020, 8 792 femmes ont épargné 1 014 063 450 FCFA et en 2021, 1 139 026 000 FCFA pour 8 680 femmes. L'épargne a généré des intérêts de 191 920 411 FCFA en 2020 et 212 638 653 FCFA en 2021. En 2020 et 2021, les femmes se sont respectivement partagées 1 216 938 322 FCFA et 1 351 665 653 FCFA.

Cet article poursuit la question de recherche suivante : Quel est l'apport socio-économique de l'ESS sur les femmes de l'AFEC JAPPALANTE 1 du quartier de Sara Ndiougary ?

Au Sénégal, la loi n°2021-28 d'orientation relative à l'ESS du 15 juin 2021 entend par ESS des activités exercées avec une

approche centrée sur l'humain visant une finalité sociale ou environnementale et réalisée par des coopératives ou mutuelles, des associations entreprenantes, des entreprises sociales ou par des acteurs de l'économie populaire.

La production scientifique sur la pauvreté des femmes est très abondante. Coté (2011), Saussey (2011) et Sarr (2015) abordent l'exclusion des femmes ; Gognalons-Nicolet et Blochet-Baudet (1986), Bessis (1996), Abiala et Chameni (2006), Guérin (2003), Zabsonré (2005) et Kébé et Charbit (2007) s'intéressent à la féminisation de la pauvreté ; Sery (2012), Assairh et al. (2020), Sagna (2015) et Wohnlich (2011) mettent l'accent sur l'empowerment des femmes.

Compte tenu de la taille de la population d'étude, qui est de 35 femmes, l'article adopte la méthode mixte avec un échantillonnage exhaustif. Un questionnaire est administré aux 30 membres simples et un guide d'entretien pour les membres du bureau. Les femmes (34%) qui ont déclara-



ré avoir fait des investissements ne sont pas toutes en mesure de décrire avec précision la nature de l'investissement. Ce qui demeure constant, c'est la redistribution de l'épargne au sein des ménages/familles. Elle valorise les femmes, surtout en période de Tabaski. Elles utilisent leur épargne pour les frais de la fête. Un notable du quartier témoigne : « Mes deux épouses sont membres de la caisse de solidarité. Au début, j'étais un peu réticent, mais par la suite, je me suis rendu compte que c'était une bonne affaire.

Par exemple, pour la fête de Tabaski, elles me déchargent des frais de leur habillement. Elles sont devenues moins dépendantes de moi. Sur le plan social, les femmes ont de bons résultats avec la médiation dans certaines familles. Je trouve aussi le partage des intérêts plein de sens dans la mesure où il aide à construire une solidarité agissante entre les femmes et entre les femmes et le quartier ». Ndioba raconte son expérience : « J'ai plus de 60 ans et j'ai commencé la vente de

beignets avec 2 kg de farine, 1 litre d'huile, 1 kg de sucre et un sachet de levure. Un jour, mon petit-fils a été renvoyé de l'école pour deux mois d'arriérés. Le montant s'élève à 30 000 FCFA. C'est avec mes économies issues de la vente de beignets que j'ai régularisé sa scolarité ».

En dehors de l'épargne et du crédit, les femmes ont accès à la prise en charge sanitaire. L'APROFES offre une prise en charge sanitaire à quatre membres de l'AFEC. Chaque membre peut prendre en charge deux bénéficiaires. Elle leur paie les droits d'adhésion (1 000 FCFA) et leur cotisation annuelle (7 000 FCFA) à la mutuelle de santé OYOFAL PAJ (faciliter la prise en charge sanitaire) de l'APROFES. Le reste des femmes est pris en charge par l'association. Cette prise en charge se fait grâce aux cotisations de 200 FCFA par semaine pour alimenter la caisse de solidarité. L'association paie pour ses membres les frais d'adhésion et la cotisation annuelle à la mutuelle

de santé. Cette cotisation couvre le membre et deux personnes de sa famille. Si un membre souhaite prendre plus de deux personnes de sa famille, à charge pour elle de payer leur cotisation annuelle. Ainsi, l'AFEC JAPPALANTE 1 contribue à l'élargissement de la protection sociale par le biais de la couverture maladie universelle (CMU).

Du point de vue de la gouvernance, les femmes mettent au premier plan la confiance avec 66%. Viennent après la compétence et la sociabilité, avec respectivement 20% et 14%. Compte tenu des mauvaises expériences vécues dans les tontines, les femmes décident de ne pas limiter les mandats pour éviter d'avoir à la tête de l'organisation des responsables peu dignes de confiance. Au cas échéant, elles pourraient démissionner de l'association.



**A LA DÉCOUVERTE  
D'UNE PORTEUSE DU LEGS**

---



## Dr FATIMATA LY FALL, fondatrice de Women First TV (WF1TV).

*Chercheuse et consultante accomplie, Dr Fatimata LY FALL est titulaire d'un doctorat en Sciences Sociales et diplômée dans plusieurs domaines, dont la Communication, le Counseling, la Psychologie et la Gestion. Sa carrière a débuté en tant que journaliste à Paris dans les années 1990, avec des collaborations marquantes auprès de TV5 où elle a réalisé des reportages sur des figures africaines influentes, telles qu'Alioune Diop, fondateur de la mythique maison d'édition Présence Africaine. Elle a également participé à l'émission Y'A PAS MATCH, une co-production entre TV5 et VIDEOCAM, une maison belge.*

*Vers la fin des années 1990, elle co-fonde l'association Africa Production, qui réunissait journalistes, réalisateurs et producteurs africains en France, et en assume la présidence jusqu'en 2000. Parallèlement, Dr LY FALL a collaboré avec des sociétés audiovisuelles et cinématographiques, comme Audace Productions et Les Ateliers de l'Arche, où elle a travaillé sur des projets valorisant les événements culturels de la diaspora noire. Elle est également auteure, productrice et réalisatrice de films documentaires et reportages diffusés sur des chaînes internationales telles que CFI, RTS et TV5.*

*En 2001, elle co-crée le groupe Lydel Communication, spécialisé dans la production de films documentaires et institutionnels, qui continue aujourd'hui à briller sous la direction de sa*



*sœur, notamment par ses incursions dans la fiction et l'organisation d'événements culturels, tels que Hannde Ko Yelaa.*

### **Quelle est la mission principale de Women First TV, et comment cette plateforme contribue-t-elle à la visibilité et à l'autonomisation des femmes au Sénégal et en Afrique ?**

Women First TV est une entité du groupe Women First Media COM (WF1 MEDIA COM) qui est une société de communication et de production. Elle s'adresse à un public large, cependant, elle met les femmes en première ligne. WF1 MEDIA COM est

composée également : d'une radio : WF1 Radio, d'une maison d'édition de magazines, d'une sous entité et production de films, d'émissions télévisuelles et radiophoniques et enfin, d'un cabinet de consultation spécialisé dans la communication globale des organisations sociales, des entreprises publiques et privées.

C'est une initiative qui a été lancée en 2020 suite à l'avènement du COVID-19 par des femmes évoluant

dans le secteur audiovisuel et culturel depuis des décennies. Bien entendu, j'en suis l'initiatrice, mais un projet d'une telle envergure ne peut être porté par une seule personne. WF1 compte une équipe de femmes expérimentées appuyant des jeunes dames dévouées et dynamiques mais, par-dessus tout, professionnelles.

La télévision WOMEN FIRST TV (WF1TV) est l'entité la plus connue du groupe. WF1TV offre aux téléspectateurs une palette d'émissions diversifiée qui débattent de différents sujets tels que : la santé, l'économie, la vision des femmes dans le monde, leurs défis et combats etc... WF1TV,

*Dans quel contexte avez-vous décidé de lancer Women First TV, et quel a été l'accueil du public face à cette initiative axée sur les femmes ?*

WF1TV est née d'un constat. En effet, au Sénégal et dans les pays africains en général, il y a une faible représentativité des femmes au niveau des postes à responsabilité dans l'espace médiatique, alors que ce ne sont pas les compétences féminines qui manquent. En mettant en place cette télévision j'ai voulu mettre en avant les femmes en leur donnant une tribune pour s'exprimer, mais aussi contribuer à promouvoir un leadership équitable entre hommes et femmes.

Par ailleurs, vous reconnaitrez avec moi que le plus souvent, l'image de la femme véhiculée par les médias classiques, laisse parfois à désirer. Elles sont plus utilisées comme des objets de marketing. Il nous faut donc résister et proposer des alternatives. Et cela, personne ne le fera à la place des femmes. C'est à nous de mener ce combat. C'est l'une des missions premières de Women First TV qui est la première chaîne féminine du Sénégal.

Elle a d'abord été lancée sur YouTube ou elle a récolté de nombreuses vues et beaucoup de commentaires positifs. Nous sommes sur IPTV (Internet Protocol Television) qui est un mode de distribution des retransmissions télévisuelles par le réseau internet. Nous travaillons durement pour être sur la télévision numérique terrestre (TNT).

Nous espérons qu'avec les nouvelles autorités, notre cri sera enfin entendu car il est inadmissible que la



seule chaîne dédiée aux femmes soit absente de la TNT.

*Selon vous, quels sont les défis auxquels les femmes font face dans les médias sénégalais et africains ? Comment Women First TV aide-t-elle à surmonter ces obstacles ?*

Précédemment, je pointais du doigt l'un des défis majeurs auxquels les femmes font face dans les médias sénégalais et africains qui est celui de leur faible représentativité au niveau des postes à responsabilité. Quand on fait une analyse du développement du secteur médiatique au Sénégal, bien entendu, on est heureux qu'il y ait eu la démocratisation des médias depuis le début des années 1990, avec des groupes de presse comme SUD, Walfadjri et d'autres qui ont permis de donner la voix aux sans voix. Ce qui a incontestablement contribué de manière positive à enrichir le débat public. Il s'en est suivi des années plus tard, disons sur ces 20 dernières années, une floraison de télévisions et de radios privées. Elles



ont certes créé des emplois. Cependant, le constat est qu'il y a toujours une forte domination des hommes dans les postes clés. Aujourd'hui, à l'exception de Maimouna Ndour, je suis la seule femme qui dirige un média. Je suis contente que certaines de mes consœurs aient pris leur courage à deux mains en démissionnant des médias classiques et se lancer dans l'entreprenariat audiovisuel digital qui offre des possibilités.

Un autre défi concerne la production de contenus de qualité sur et par les femmes. On voit très souvent comment l'image de la femme est malmenée et utilisée à des fins crypto-personnelles. On ne peut que déplorer le traitement médiatique qui est fait de l'actualité concernant les femmes. Pour

l'avancement de notre pays, les médias devraient travailler davantage leurs contenus, privilégier leur mission éducative qui constitue une mission phare, à côté de celles d'informer et de divertir.

La femme devrait être plus présente dans le monde médiatique. Le leadership féminin devrait être plus tangible dans le secteur, qu'il s'agisse d'occuper des postes à responsabilité, d'animer des émissions sur des sujets d'envergure et ou encore et surtout de produire des contenus de qualité qui les touchent directement.

Women First TV, en tant qu'une télévision dédiée aux femmes, propose plusieurs émissions qui mettent en lumière la femme dans la société et le milieu professionnel. Nous produisons également plusieurs émissions en lien avec l'actualité. C'est le cas de « LOUPE » qui est le round up de l'actualité sénégalaise, africaine et mondiale. Il y'a également des rendez-vous plus généralistes à l'image de « ET SI ON EN PARLAIT... », une émission où l'animatrice reçoit sur le plateau aussi bien des hommes

que des femmes, afin de partager leur vécu ou débattre sur une question qui touche certains aspects de leur vie. L'accent est mis sur leurs parcours, les défis qu'ils ont relevés et leur source de motivation. Il y a bien évidemment d'autres émissions proposées par notre chaîne.

WF1TV contribue à l'égalité des chances entre hommes et femmes dans le domaine de l'audiovisuel en tenant compte bien sûr des compétences et expériences. Et je milite pour la valorisation des compétences et du savoir-faire féminin. A WF1TV, nous employons aussi des hommes, mais il est vrai que nous privilégions les femmes.

*En tant que citoyenne active pour la justice sociale, quels sont les grands défis sociaux auxquels le Sénégal est confronté aujourd'hui, notamment pour les femmes ?*

Le Sénégal, à l'instar des autres pays de notre continent, subit l'explosion démographique des jeunes qui va de pair avec le manque d'opportunités pour eux. Ceci est vrai aussi bien pour les jeunes hommes que les jeunes femmes. Et, pour ces dernières, il y'a des défis sociétaux et culturels qui s'y greffent, ce qui accentue leur vulnérabilité.

Le dividende démographique qui aurait dû constituer un avantage, une source potentielle de croissance est aujourd'hui un véritable problème. Nous sommes tous témoins des misères de l'émigration irrégulière qui est un fléau majeur qui doit être adressé d'une manière holistique pour trouver des réponses durables.

C'est un paradoxe de voir l'Afrique qui est le continent le plus riche en ressources naturelles sombrer davantage dans la pauvreté. C'est inadmissible qu'on en soit là. Il faut vraiment revoir nos relations avec l'occident. Depuis plusieurs décennies, nous travaillons avec les institutions de Bretton Woods, notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), mais manifestement, elles n'ont pas apporté des solutions à l'Afrique. Bien au contraire, la situation de nos pays devient de plus en plus précaire. Cette dure réalité économique-financière s'accompagne d'une dégradation des valeurs. Aujourd'hui nous assistons à une course effrénée vers la richesse. On peut dire que c'est la sauve qui



peut. Pour la satisfaction des besoins, certains sont même prêts à s'adonner à des activités illicites.

*En tant que réalisatrice, quels thèmes ou récits vous passionnent le plus, et comment les utilisez-vous pour sensibiliser le public aux enjeux sociaux ?*

Je suis une passionnée de l'histoire. Que ce soit l'histoire politique, culturelle, économique... En effet, je pense que pour mieux comprendre le présent et se préparer pour le futur, il faut replonger dans l'histoire. Dans le cadre de mes recherches sur l'histoire de la participation citoyenne, j'ai eu à travailler sur la circulation des objets politiques, ce qui m'a permis de voir comment nous sommes fortement influencés par les faits historiques. En dehors des aspects historiques, la plupart de mes réalisations parlent de la culture qui a un fort impact dans le développement humain. En effet la culture couvre tous les aspects de la vie que ce soit l'éducation, la communication, la littérature, la gastronomie... On peut continuer à énumérer des éléments pour montrer l'importance de la culture dans la vie de tous les jours. C'est pour cette raison que je plaide pour l'élaboration de politiques culturelles adaptées aussi bien à nos réalités et à notre temps. Pour moi la culture est un bien public qui doit être protégé. C'est une nécessité qui incombe à tous les pays. Les films, les livres, la chanson et la chorégraphie, entre autres, sont autant de mediums qui permettent de ressortir la richesse culturelle des peuples. Ce n'est pas pour rien qu'on parle de plus en plus de soft power. Tout le monde sait le rôle que jouent la culture et le sport dans la géopolitique.

Dans l'idée de culture, réside la notion d'une histoire commune qui est partagée par des groupes sociaux. Ce qui nous ramène à l'importance de l'histoire que j'évoquais tout à l'heure.

J'ai également travaillé sur l'histoire des peuples, notamment les peuples noirs qui ont été dispersés par l'esclavage. Je plaide pour le rapprochement du monde noir, même s'il est vrai qu'il y a plusieurs obstacles à cela. Malgré ces obstacles culturels, géographiques et linguistiques, je continue d'y croire. C'est vraiment les deux thèmes qui me passionnent le plus.

*Avez-vous envisagé ou réalisé des films ou documentaires qui mettent en lumière des initiatives de*

*l'économie sociale et solidaire ? Si oui, quel impact espérez-vous atteindre avec ces productions ?*

Pour être honnête non. Depuis plus d'une décennie, j'ai plutôt migré vers la recherche et la consultance avant de revenir à mon premier amour, la télévision avec Women First TV (WF1TV). J'ai tissé parallèlement une carrière en Conseils et Stratégies de communication. J'ai eu à intégrer de grandes compagnies minières comme Grande Côte Operations et Lamgold. J'ai fondé des cabinets de consultance comme Westafcom et APS, mis sur pied un centre de recherches actions, le Centre Démocratie-Éducation à l'information et aux médias-Multilinguisme (CEDEM) et conseillé des organisations régionales, continentales et internationales (CEDEAO, Unesco, IGAD GIZ...).

Vous conviendrez avec moi, qu'avec toutes mes responsabilités professionnelles, je trouve de moins en moins de temps à consacrer à la réalisation. Il y'a tellement de sujets qui devraient susciter l'intérêt des réalisateurs parce que ce sont des sujets qui nous interpellent. On a parlé plus haut des enjeux sociaux auxquels l'Afrique toute entière est confrontée, pas seulement le Sénégal. L'économie sociale et solidaire est certainement un domaine qui devrait intéresser plus les réalisateurs. Pour ma part, comme je viens de le dire, je me suis éloignée un peu de la réalisation, mais je compte bien revenir dès que les dispositions seront meilleures.

*En février 2024, alors que des tensions électorales se faisaient sentir, vous vous êtes démarquée à travers votre engagement au sein de la plateforme citoyenne Aar Sunu Élection. Quelles leçons tirez-vous de cette expérience, et comment envisagez-vous votre rôle futur dans la promotion de la bonne gouvernance et de la justice sociale au Sénégal ?*

Aar Sunu Élection a été une belle expérience démocratique pour moi et l'ensemble de mes frères et sœurs avec qui j'étais engagée autour de cette plateforme citoyenne. Comme vous le savez, Aar Sunu Élection est un regroupement d'organisations multi-acteurs composé d'organisations de la société civile, d'organisations syndicales et paysannes, de mouvements citoyens, et des personnalités indépendantes. La diversité de ses acteurs a été la principale force de l'initiative lancée suite à la décision unila-



térale du président Macky Sall de reporter la présidentielle de février 2024.

Je retiens beaucoup de belles choses de Aar Sunu Élection. D'abord l'engagement sans faille des femmes et des hommes qui ont réalisé cette prouesse démocratique. Des individus épris de liberté et de justice sociale, mus que par la volonté de protéger l'intérêt général de notre pays. Si le Sénégal se distingue des autres pays de la région, c'est moins pour ses ressources naturelles, mais sa stabilité politique qui est notre bien commun. Ce n'est que récemment que nous avons commencé l'exploitation de nos ressources extractives.

Je retiens aussi de l'expérience Aar Sunu Élection la solidité de nos institutions. N'oublions pas que si Aar a vu le jour pour demander le respect du calendrier électoral, il y a eu, là, la décision historique du Conseil constitutionnel qui a tranché en faveur de l'organisation des élections avant le 2 avril 2024. Ce qui prouve la séparation des institutions de notre pays.

Notre démocratie a été éprouvée et nous avons réussi ce test grâce à l'abnégation de tous. Même s'il est vrai qu'on déplore les pertes humaines et matérielles qui pouvaient être évitées.

***Vous faites partie des membres fondateurs de LEGS-Africa. Racontez-nous votre histoire avec l'organisation.***

LEGS-Africa, une autre belle expérience qui continue, bien entendu.

J'ai été contacté par mon frère Elimane Kane lors du démarrage de l'initiative. J'ai tout de suite dit oui même si c'était au moment où, avec d'autres amis, nous lançons le centre de recherche : CEDEM (Centre pour la Démocratie-l'Education aux Médias et le Multilinguisme). Nous étions un groupe de vingt personnes environ pour réfléchir sur la stratégie de l'organisation. Je peux citer Fatimata Diallo, Moussa Mbaye Gueye, Ndongo Samba Sylla, Rokhaya Dieye, Mamadou Dramé, Mamadou Sy Toukara, entre autres. Des femmes et des hommes extrêmement brillants et généreux qui ont donné de leur temps, énergie et argent, pour faire de cette belle idée une réalité. Je suis très heureuse de voir ce que LEGS-Africa est devenu aujourd'hui. Le mé-

rite revient plus à Elimane et certains des membres fondateurs qui sont restés à ses côtés pour encadrer les plus jeunes et qui ont apporté leur intelligence, leur spontanéité et la fraîcheur de leurs idées. J'ai moins de mérite que les autres, étant partie relativement tôt parce que les obligations professionnelles de l'époque l'exigeaient.

J'ai été séduite par l'idée du Legs transmis que nous devons protéger et enrichir pour le laisser aux générations futures. Pour moi, c'est extrêmement important que chaque génération apporte sa contribution au développement humain.

Je profite de cette question pour faire une petite digression, si vous me permettez. Je suis malheureuse quand j'entends de jeunes politiques dire que c'est grâce à eux que nous avons eu des alternances. C'est mal connaître l'histoire politique de ce pays et tous les sacrifices que les générations passées ont faits pour que nous soyons aujourd'hui une vitrine démocratique de l'Afrique.

C'est toujours l'idée du legs que nous devons revisiter pour mieux appréhender ce que nous vivons présentement.

***Quels conseils donneriez-vous aux jeunes femmes qui souhaitent s'impliquer dans les médias ou dans l'entrepreneuriat social ?***

Je connais mieux le milieu des médias que je côtoie depuis les années 1990. Aux jeunes femmes qui souhaitent s'impliquer dans les médias, comme dans tout autre milieu d'ailleurs, je dirai : n'hésitez pas, foncez ! Rien n'est facile dans la vie, mais avec le travail, la rigueur et l'abnégation, tout est possible. Il faut juste prendre le temps de murir la réflexion pour vraiment savoir ce que l'on veut faire de sa vie. J'utilise souvent le slogan OSONS pour dire à mes sœurs, filles et nièces que c'est possible si on y croit. Bien entendu, il y'a la volonté divine, mais tout ce que j'ai dit plus haut est également inscrit dans les religions

**Propos recueillis par Dieynaba KANE  
Porteuse du LEGS**



# CE QUE NOUS AVONS RÉALISÉ AU COURS DU DERNIER TRIMESTRE

Au cours du dernier trimestre, LEGS-Africa a accompli des avancées notables dans son engagement pour une gouvernance durable et équitable des ressources naturelles. La quatrième phase de notre programme sur la gouvernance durable des hydrocarbures a été marquée par des étapes clés, notamment la **restitution des résultats de nos recherches auprès des acteurs locaux de Saint-Louis**. Cette restitution a permis de mettre en lumière d'une part, la contribution importante de la pêche à l'économie nationale, et d'autre part, les impacts économiques, sociaux et environnementaux du projet gazier GTA sur la pêche artisanale, en particulier les effets négatifs sur les communautés de pêcheurs et leurs moyens de subsistance.

Cette restitution a également ouvert un débat crucial sur la compensation économique de ces impacts, avec pour objectif de poser les bases d'un fonds de protection du secteur de la pêche. Ce fonds vise à garantir la pérennité de l'activité de pêche artisanale tout en compensant les pertes liées aux perturbations causées par les projets d'exploitation gazière. La discussion a permis de dégager des pistes pour une approche plus juste et équilibrée des relations entre les secteurs extractifs et les communautés locales.

En parallèle, nous avons organisé une **session d'échange virtuelle autour de l'article 25 de la Constitution**, réunissant des experts, des décideurs et des représentants des communautés locales. L'objectif était de discuter des mécanismes légaux et institutionnels nécessaires pour assurer une gestion transparente et équitable des ressources naturelles. Les discussions ont permis de souligner l'importance d'un cadre législatif et politique plus robuste et d'une gouvernance inclusive pour garantir la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, tout en favorisant un développement juste et durable.

Le point culminant de cette quatrième phase a été le **forum organisé à Dakar, en partenariat avec Lumière Synergie Développement (LSD)**. Ce forum a marqué la dernière étape de notre programme, en réunissant les principales parties prenantes pour une **présentation conjointe des résultats de nos études et des analyses complémentaires réalisées par LSD**. La rencontre a permis de consolider les discussions sur la contribution économique de la pêche artisanale à l'économie locale et nationale, ainsi que sur les impacts du projet gazier GTA sur le secteur.

Ce forum a été un moment crucial pour renforcer les partenariats entre les acteurs et pour ouvrir la voie à une gouvernance plus responsable et collaborative des ressources naturelles. C'était aussi un moment fort de **plaidoyer pour la mise en place d'un fonds bleu, destiné à la protection du secteur de la pêche**. Ce plaidoyer a souligné l'importance de soutenir la pêche artisanale, en tant qu'activité fondamentale pour les communautés locales, et de mettre en place des mécanismes financiers pour protéger ce secteur face aux impacts des projets extractifs. Les échanges ont permis d'identifier des solutions concrètes pour atténuer les effets négatifs des projets gaziers sur la pêche artisanale et d'élargir les perspectives pour une gestion plus



durable de ce secteur vital pour les communautés de Saint-Louis et au-delà.



**Atelier de restitution et de formation** sur la prise en charge des impacts de l'exploitation du projet GTA sur le secteur de la pêche et les moyens d'existence des acteurs économiques dans la région de Saint-Louis, du 10 au 12 septembre 2024, dans le département de Saint-Louis.

Webinaire

**LEGS**

**THEMATIQUE**

**ARTICLE 25 DE LA CONSTITUTION :**  
"quel dispositif légal et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles pour un Sénégal souverain, juste et prospère ?"

Jeudi 01 Août 2024    À partir de 15h GMT    En Direct sur Zoom - Youtube

#LEGS-Africa f X @

Webinaire

**LEGS**

**ARTICLE 25 DE LA CONSTITUTION :**  
"quel dispositif légal et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles pour un Sénégal souverain, juste et prospère ?"

**THÈME**

ELUMANE MARY KANE  
Analyse Gouvernance et Politiques publiques  
Président LEGS-Africa

CHEIKH TIDIANE TOURE  
Consultant en gouvernance des relations communales et développement durable

DR. MOUSTAPHA FALL  
Enseignant-chercheur  
Recherche en Gouvernance communale  
Directeur général de la RUP (ICAD)

THERÈSE SOULEYMANE D. NIANG  
Boursière, Chercheuse en Gouvernance communale

**MODÉRATEUR**

Jeudi 01 Août 2024    À partir de 15h GMT    En Direct sur Zoom - Youtube

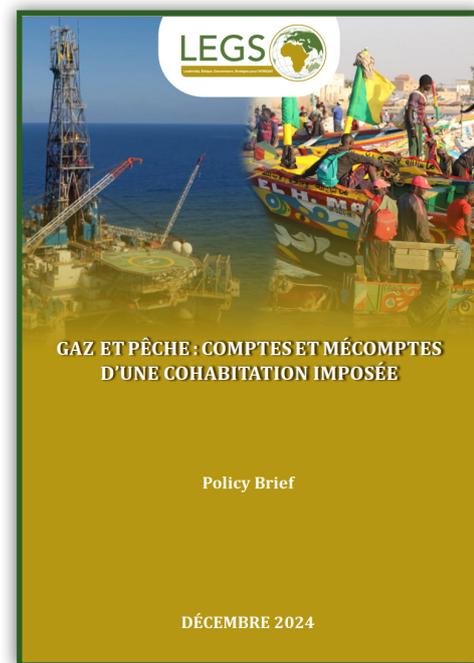
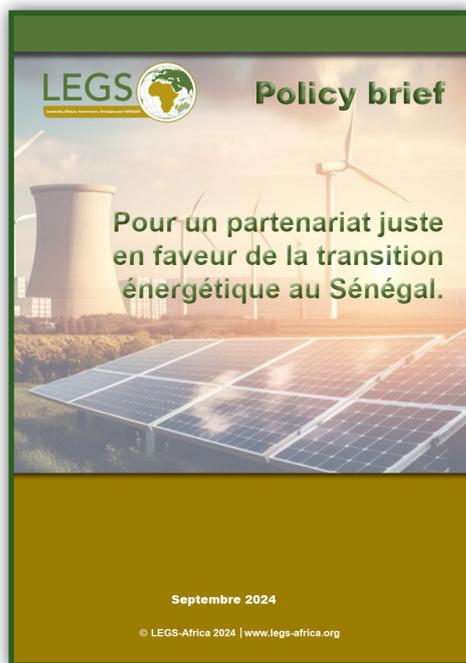
#LEGS-Africa f X @

**Webinaire**

Article 25 de la Consitution : quel dispositif légal et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles pour un Sénégal souverain, juste et prospère ?



**LEGS-Africa et LSD ont organisé une présentation conjointe des résultats des études de la contribution économique du secteur de la pêche et des impacts du projet GTA sur le secteur, le 13 décembre 2024, à Dakar.**



### Policy brief

- Pour un partenariat juste en faveur de la Transition Énergétique au Sénégal, publié en septembre 2024
- Gaz et pêche : comptes et mécomptes d'une cohabitation imposée



# EN PERSPECTIVE

L'année 2025 commence avec un nouvel élan porté par la Vision de transformation nationale Sénégal 2050, qui commence à se mettre en œuvre à travers le premier plan quinquennal (2025-2029).

Le suivi du démarrage de l'Agenda de Transformation Nationale fera l'objet d'une attention particulière dans le cadre de nos activités. Cette action de suivi-évaluation des politiques publiques se fera également dans le cadre d'alliances avec d'autres acteurs de la société civile, dans des cadres qui seront définis à cet effet collectif.

Notre travail sur la gouvernance responsable et durable des ressources naturelles sera également poursuivi, particulièrement dans le suivi des impacts environnementaux et sociaux des exploitations pétrolières et gazières, qui nous impliquent directement avec les communautés du département de Saint-Louis.

Le chantier de la démocratie, et particulièrement de l'élargissement de l'espace civique et du renforcement des moyens juridiques d'action des organisations citoyennes, nous interpelle également à travers des plaidoyers alimentés par des données scientifiques.

Toujours, la question de la mobilisation domestique des ressources, à la veille du Forum international sur le Financement du Développement des Nations Unies prévu cette année, nous mobilise dans un contexte où la question de la dette et du financement des dépenses sociales et des investissements publics se pose de manière critique pour le Sénégal et la plupart des pays africains.

Le prochain numéro du magazine sera consacré à l'intelligence artificielle, cette nouvelle disruption technologique qui s'amplifie à travers le monde, avec des enjeux stratégiques et économiques de premier ordre, au moment où le Sénégal amorce un new deal technologique qui force notre attention citoyenne.



## **Appel à Contribution : Contribuez au quatrième numéro du magazine LEGS-Africa dédié à l'Intelligence artificielle !**

**Cher.s lecteur.trice.s,**

LEGS-Africa Magazine se prépare à publier un numéro exceptionnel consacré à **l'Intelligence artificielle (IA)**, un secteur essentiel pour le développement durable des économies comme celle du Sénégal. Nous souhaitons explorer en profondeur comment l'IA peut être un levier puissant pour un avenir plus équitable et résilient.

Nous appelons les chercheurs, praticiens, experts et acteurs passionnés de nouvelles technologies et de son impact à partager leurs perspectives et expériences. Votre contribution peut prendre la forme d'articles, tribunes, études de cas ou témoignages. Bien que nous proposons les thématiques suivantes comme exemples, nous sommes également ouverts à d'autres sujets pertinents :

- La gouvernance de l'innovation technologique au Sénégal ;
- L'éthique et l'intelligence artificielle : la responsabilité des organisations face à la protection des données personnelles ;
- Sénégal, leadership africain dans la transformation numérique
- La stratégie numérique du Sénégal et l'inclusion sociale ;
- L'intelligence artificielle : levier de création d'emplois et de nouvelles opportunités ;
- L'impact des capacités innovatrices et technologiques sur le développement durable ;
- La transformation digitale des services publics pour renforcer l'efficacité de l'administration.

**Pour participer, confirmez votre intention de contribution en précisant la thématique choisie, au plus tard le 31 mai 2025**, aux adresses suivantes : [legs.africa2063@gmail.com](mailto:legs.africa2063@gmail.com), **cc** [mamefily@gmail.com](mailto:mamefily@gmail.com)

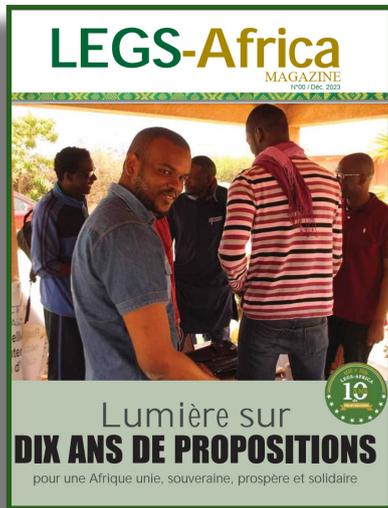
Nous sommes impatients de découvrir vos idées et de collaborer pour faire avancer le débat sur un sujet aussi crucial.

Participez et contribuez à transformer le Sénégal de demain pour un pays souverain, juste et prospère, au cœur de l'innovation africaine et mondiale !

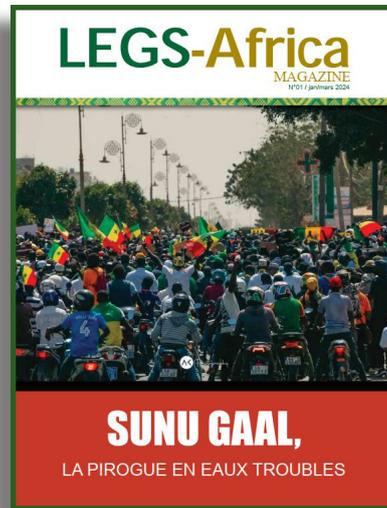
Cordialement,

**L'équipe éditoriale du magazine LEGS-Africa**

# DÉJÀ PUBLIÉS



**LEGS-Africa Magazine n°00**  
Lumière sur dix ans de propositions



**LEGS-Africa Magazine n°01**  
Sunu Gaal, la pirogue en eaux troubles



**LEGS-Africa Magazine n°02**  
Sénégal énergétique, cap vers un avenir durable ?

# LEGS



Leadership, Éthique, Gouvernance, Stratégies pour l'AFRIQUE

---

**Adresse :** 4, Yoff, route de l'aéroport, 2e étage,  
Dakar, SÉNÉGAL

**Téléphone :** +221 77 414 17 64 / +221 33 860 24 87

**Email :** [legs.africa2063@gmail.com](mailto:legs.africa2063@gmail.com)

**Site web :** [legs-africa.org](http://legs-africa.org) / [citizenlegs.org](http://citizenlegs.org)